

WORLD
RESOURCES
INSTITUTE



Renforcer la collaboration transfrontalière pour lutter contre l'exploitation forestière illégale



© OGF RDC

Date de début : 30-Sep-2021 Date de fin : 29-Sep-2023

Durée totale : 24 mois

Bailleur : Département d'État américain - Bureau des affaires internationales de stupéfiants et
de répression des infractions





CONTEXTE

Assurer l'application des lois forestières est un véritable défi dans le bassin du Congo, a fortiori dans les zones frontalières. En effet, la porosité des frontières, la connectivité limitée et le manque de ressources entravent la capacité des services chargés de la mise en œuvre des lois à collaborer et à déployer des stratégies et des contrôles transfrontaliers efficaces sur le bois et ses produits dérivés.

Les différentes administrations sectorielles impliquées dans la commercialisation du bois ont besoin d'un bon accès aux informations clés du secteur forestier de part et d'autre de la frontière pour collaborer efficacement.

Le projet s'appuiera sur l'engagement de longue date de WRI au Cameroun, en RDC et en République du Congo pour soutenir les processus décisionnels des gouvernements concernés et l'application de la loi par le biais de portails d'information tels que l'OTP (Open Timber Portal¹) et les Atlas forestiers nationaux.

1 <https://opentimberportal.org>





LE PROJET AIDERA À :

-  Apporter les informations pertinentes au personnel clé des services en charge de l'application de la loi dans le format et la langue appropriés,
-  Renforcer leur capacité à accéder à ces informations et à les utiliser, ainsi qu'à d'autres outils d'information pertinents, pour mener à bien leur mandat d'application de la loi,
-  Favoriser la collaboration inter-agence et transfrontalière entre les agents chargés de l'application de la loi dans le bassin du Congo,
-  Soutenir les agences d'application de la loi forestière pour la prise en compte de ces outils et la collaboration inter-agence et transfrontalière dans leurs procédures internes.



NOS CIBLES

- Les procureurs, les inspecteurs forestiers et les douaniers dans les provinces du Haut Uélé, Ituri et Sud-Kivu,
- Les agences gouvernementales provinciales dans les provinces du Haut Katanga, du Lualaba, de la Tshopo, de l'Ituri, du Kasai et du Kongo central,
- Les agents des forces de l'ordre de la région Kavango–Zambezi Transfrontier Conservation Area (KAZA).





THEORIE DE CHANGEMENT



Accès aux informations améliorées

Les informations pertinentes pour appliquer la loi sont disponibles dans un format et dans une langue adaptés aux besoins des employés des postes de contrôle, des inspecteurs nationaux, des procureurs, des agents des douanes



Capacités renforcées

Les agents des postes de contrôle, inspecteurs nationaux, procureurs, agents des douanes, sont capables d'accéder à ces informations et de les utiliser



Collaboration inter-agence et transfrontalière efficace

Les agents des postes de contrôle, les inspecteurs nationaux, les procureurs, les douaniers des pays du bassin du Congo collaborent entre eux et avec leurs homologues des pays voisins

Meilleure application de la loi

Amélioration de l'impact des lois nationales et des réglementations internationales relatives à l'exploitation illégale des forêts

Diminution de l'exploitation forestière illégale et du commerce associé

Forêts plus saines et plus résilientes soutenant des économies locales durables



ACTIVITÉS

Résultat attendu : Les agents chargés de l'application de la loi en RDC sont mieux équipés pour prévenir, détecter, enquêter et confisquer le bois illégal en provenance de la RDC

- Organiser des sessions de formation pour les agents chargés de l'application des lois forestières en RDC sur l'utilisation de l'OTP et des atlas forestiers nationaux.
- Organiser des formations de renforcement des capacités pour les procureurs, les agents chargés de l'application de la loi et les douaniers sur l'application de la législation et des règlements forestiers dans les provinces du Haut Uele, de l'Ituri et du Sud Kivu.
- Réaliser des missions conjointes de suivi avec les agences gouvernementales provinciales dans les provinces du Haut Katanga, du Lualaba, de la Tshopo, de l'Ituri, du Kasai et du Kongo central.
- Organiser des formations pour les procureurs, les agents chargés de l'application de la loi et les douaniers en Angola, Zambie, Namibie et Botswana sur le cadre juridique de la RDC, les infractions fréquentes, les espèces CITES et les ressources existantes.
- Distribuer aux bénéficiaires en RDC, dans les pays voisins et aux principaux points de contrôle des classeurs contenant des informations clés sur les lois de la RDC, les infractions, les espèces CITES et rendre l'OTP et les classeurs disponibles dans les langues pertinentes.





IMPACT SOCIAL DE NOTRE APPROCHE

- ✓ Notre projet induira une meilleure application de la loi dans le secteur forestier, ce qui sera bénéfique en particulier pour les communautés locales, les femmes et les enfants qui ont tendance à ressentir plus fortement les impacts de la déforestation et de la dégradation des forêts en raison de leurs rôles et responsabilités traditionnels.
- ✓ Nos formations seront animées par des OSC locales qui travaillent également avec les communautés. Nous aborderons le rôle des communautés locales dans l'exploitation forestière illégale et la façon de mettre en place des mécanismes de réclamation pour que les communautés puissent signaler tout problème lié à l'application de la loi.
- ✓ Des missions d'observation indépendante seront réalisées conjointement par les agents chargés de l'application de la loi et les OSC partenaires du projet afin d'évaluer entre autres la conformité des sociétés d'exploitation forestière aux exigences sociales envers les communautés locales. Le résultat de cette évaluation sera inclus dans les rapports de missions transmis aux agences gouvernementales.
- ✓ Dans l'ensemble, le fait de voir les OSC animer les formations et les missions conjointes permettra également aux agents du gouvernement de mieux connaître le rôle que les OSC peuvent jouer dans l'application de la loi, notamment en représentant les intérêts des communautés locales.
- ✓ Enfin, l'OTP comprend un classement de la gravité des infractions présumées signalées par les observateurs forestiers indépendants et peut ainsi aider le personnel chargé de l'application de la loi à mieux hiérarchiser ses actions d'application en fonction de l'impact des infractions sur les forêts et les communautés locales.

À PROPOS DE L'OGF

L'Observatoire de la Gouvernance Forestière en sigle OGF, est une organisation de droit Congolais œuvrant pour l'amélioration de la gouvernance forestière depuis 2012. Il aspire à l'avènement d'un environnement où la bonne gouvernance des ressources naturelles, le partage des bénéfices et l'implication effective des populations locales (communautés locales et peuples autochtones) dans la prise des décisions sont garanties. Il se donne pour mission d'assurer la continuité de l'Observation Indépendante (OI) et d'autres activités pour la gestion durable des ressources naturelles.

OGF est initiateur du RENOI (Réseau National des Observateurs Indépendants en RDC). Il est membre de la Coalition Nationale des Organisations de la Société Civile pour l'Application des Lois et Réglementations Forestières (CALF), du Groupe de Travail REDD+ Rénové (GTCRR) et de la Plateforme Africaine d'Observation Indépendante (PA-OI), engagée dans le suivi des processus APV-FLEGT et REDD+.

OGF a un protocole d'accord avec le Ministère de l'Environnement et Développement Durable pour la conduite de l'observation indépendante allant de 2021 à 2025.

+243 89 460 8664

Av. le marinel n°06 (immeuble le marinel),
Q/ Lemera, C/ Gombe / Kinshasa, réf SOFIDE

 www.ogfrdc.cd

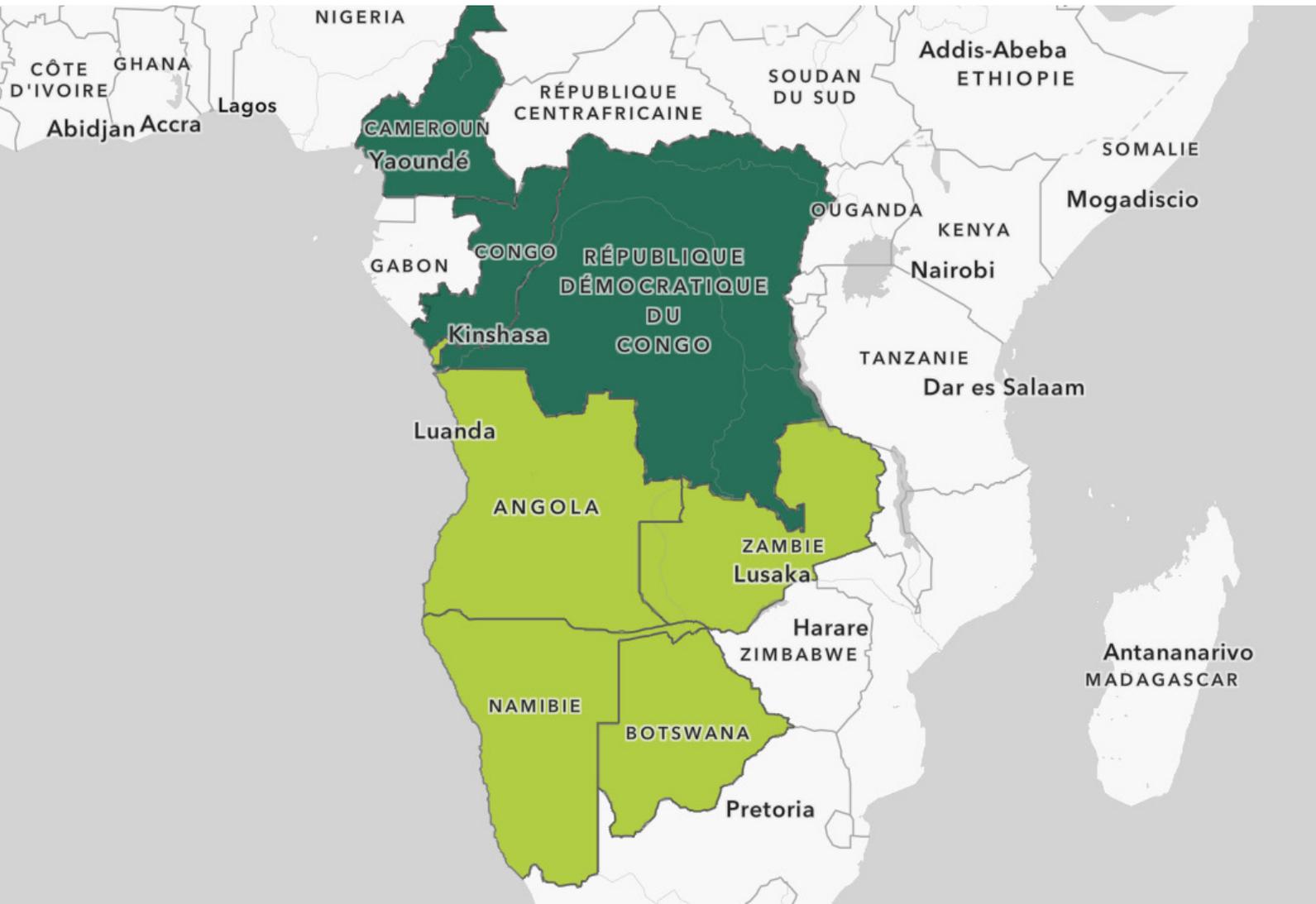
 infos@ogfrdc.cd

 ogf rdc

 ogfrdc

 ogfrdc

CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE



 Pays où nous avons du personnel et/ou des partenaires

 Pays où nous aurons des activités légères de la part de notre personnel et de nos partenaires en RDC.

LIENS UTILES

- <https://opentimberportal.org>
- <https://cod.forest-atlas.org>
- <https://ogfrdc.cd>

PARTENAIRES



WORLD
RESOURCES
INSTITUTE

